



# Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
11 mai 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

## Nouvelles perspectives concernant les politiques industrielles du Sud

### Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre des congrès du Qatar, à Doha, le 24 avril 2012

#### Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Cette réunion-débat était consacrée aux travaux conjoints de la CNUCED et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant l'emploi et la politique industrielle. Y ont participé M. José Manuel Salazar, Directeur exécutif du Secteur de l'emploi à l'OIT; M. Richard Kozul-Wright, Chef du Groupe de la coopération et de l'intégration économiques entre pays en développement de la CNUCED; S. E. M. Dillip Barua, Ministre de l'industrie du Bangladesh; M. João Carlos Ferraz, Vice-Président de la Banque brésilienne de développement; M. Robert Wade, professeur à la London School of Economics and Political Science; M. Manuel Montes, conseiller principal en finance et développement du Centre sud; et M<sup>me</sup> Jayati Ghosh, professeur à l'Université Jawaharlal Nehru, en Inde.

2. Le programme d'action de l'OIT mettait l'accent sur la promotion de l'emploi décent, question intrinsèquement liée à la promotion des politiques sectorielles, à l'amélioration des conditions de travail, à l'internalisation des chaînes d'approvisionnement et, en particulier, à une croissance équitable et à l'intensité d'emploi de la croissance. Ce programme coïncidait à peu de choses près avec celui de la CNUCED, laquelle soutenait l'industrialisation des pays en développement depuis sa création en 1964. Ce mandat avait été maintenu, quand bien même la pensée orthodoxe contestait et rejetait le rôle central du développement industriel dans le développement économique, favorisant plutôt la vision traditionnelle du commerce selon laquelle certains avantages comparatifs étaient des facteurs déterminants du développement. La CNUCED considérait au contraire que les politiques industrielles pouvaient être à l'origine d'avantages comparatifs.

3. La plupart des participants sont convenus que le fondamentalisme de marché avait des effets pervers – il était ainsi l'une des causes de la crise financière mondiale actuelle – et qu'il était même dangereux pour les pays en développement – citons par exemple les réticences manifestes de la Banque mondiale à l'égard de toute politique industrielle en Afrique. Les déficiences du fondamentalisme impliquaient qu'il fallait réglementer le marché. Plusieurs pays, dont certains des plus florissants, utilisaient désormais des outils de

planification du développement pour soutenir leurs stratégies de rattrapage. Toutefois, pendant vingt à trente ans, la politique industrielle avait été bridée parce qu'on craignait que les pouvoirs publics n'interfèrent avec la fixation des prix et ne s'immiscent dans le jugement des entreprises au détriment de la rentabilité d'autres secteurs, ce qui était perçu comme une influence négative.

4. La politique industrielle avait toutefois récemment bénéficié d'un regain d'intérêt et s'inscrivait de nouveau dans la perspective du développement. L'État soutenait désormais certains secteurs ou produits, notamment au moyen d'incitations fiscales et de crédits bonifiés. Les participants ont reconnu que la politique industrielle consistait fondamentalement à renforcer les capacités nationales pour répondre aux besoins nationaux, à accroître la production et à augmenter le revenu intérieur. Elle impliquerait toujours d'adopter une politique délibérée d'intervention et de soutien des prix et d'associer les politiques sectorielles aux objectifs généraux. Les participants ont examiné la politique industrielle du Bangladesh en tenant compte de ce qui précède.

5. Les participants sont convenus que la politique industrielle couvrait davantage de domaines que le seul secteur manufacturier, étant donné qu'elle pouvait englober les services et l'agriculture. Elle visait notamment à diversifier l'économie, à internaliser les chaînes de valeur mondiales, à éviter le piège du revenu intermédiaire et à renforcer les capacités techniques. Les participants se sont accordés à dire que ces difficultés étaient impossibles à surmonter en l'absence d'une politique industrielle solide. Pour atteindre ces objectifs, il fallait que la politique industrielle s'inscrive dans un développement intégré s'appuyant sur un éventail complet de politiques spécifiques. Toutefois, le gouvernement avait joué un rôle actif dans tous les cas d'industrialisation; il était généralement reconnu que, bien qu'insuffisante, cette condition était nécessaire au succès et au développement.

6. La politique industrielle visait à faire évoluer la structure de la production et la structure sociale, ainsi qu'à créer des marchés. Cela supposait qu'elle soit à la fois adaptée au contexte et aux antécédents historiques, c'est-à-dire qu'elle soit conçue et mise en œuvre de manière flexible, tout en étant toujours étroitement rattachée aux secteurs économiques, afin d'être efficace et utile.

7. Les participants ont également examiné les liens entre la transformation productive et la politique industrielle, ainsi que l'ampleur que celle-ci devait avoir pour assurer un développement rapide favorisant l'intégration sociale. Une difficulté majeure tenait à la façon d'adapter la politique industrielle aux pays en développement où les mécanismes de marché ne fonctionnaient pas très bien et où les capacités des pouvoirs publics étaient insuffisantes – à savoir les pays où les mécanismes de marché et les pouvoirs publics risquaient davantage d'échouer, notamment parce qu'ils privilégiaient une petite élite et les relations patrons-clients.

8. Les participants ont examiné les conditions nécessaires au succès de la politique industrielle et sont parvenus à la conclusion qu'elle devait s'inscrire dans des objectifs macroéconomiques gouvernementaux plus vastes et que les instruments horizontaux de politique macroéconomique devaient être associés aux instruments verticaux. En d'autres termes, la gestion des taux d'intérêt, des taux de change, des tarifs douaniers et des impôts devait notamment être alignée sur les instruments de politique industrielle et les politiques en matière de réglementation. Il était important de noter que ces instruments variaient en fonction des branches de production et du stade de développement, et qu'ils dépendaient du contexte international, des relations entre les pays et des règles qui régissaient le commerce mondial.

9. Les participants ont examiné les orientations se rapportant à l'utilisation des instruments de politique industrielle et les critères de sélection des secteurs prioritaires. Dans ce contexte, ils se sont penchés sur certaines études de cas nationales (concernant notamment le Bangladesh, le Brésil et l'Inde, mais aussi plusieurs pays d'Asie de l'Est), ainsi que sur les conditions expliquant le succès ou l'échec de la politique industrielle de ces pays.

---